



Pays : République de Guinée Plan de Travail Annuel (AWP) 2011

PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA PREVENTION DES CRISES, ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (Pro RCPC/CP) 2011-2013

Résultat(s) de l'UNDAF : D'ici à 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'institutions consensuelles axées sur les résultats

Résultat(s) attendu(s) du CP : Les règles du jeu démocratique sont mieux connues et respectées par tous les acteurs.

Produit(s) attendu(s) du CP :

Consolidation de l'Unité Nationale et Préservation de la paix pour des élections apaisées et un bon déroulement de la transition et création d'un environnement sécurisé pour le développement. Il est attendu comme produit que:

- **P1 :** Les capacités institutionnelles et les mécanismes de dialogue et de cohésion sociale sont promus et renforcés ;
- **P2 :** La sécurité humaine est améliorée dans un état de droit respectueux des principes de Droits de l'homme ;
- **P3 :** Les dividendes et les fondations pour le développement et la paix sont renforcées aux niveaux local et communautaire ;
- **P4 :** Les facteurs de conflits de liés à la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) sont atténués et les risques de catastrophes naturelles mieux gérés.

Partenaire de réalisation : les ONG spécialisées (nationales et internationales)

Autres partenaires : Départements ministériels, Institutions Républicaines, Banque Mondiale, Union Européenne, USAID, France, Espagne, etc.

Texte explicatif :

L'élaboration du présent plan de travail annuel 2011 sur le Programme de Renforcement des capacités de Prévention des Conflits et de consolidation de la Paix répond à la préoccupation nationale de renforcer la prévention des conflits et consolider durablement la paix à l'issue des élections présidentielles du 7 novembre 2010. Dans ce nouveau contexte national, le PNUD a souhaité donner une plus grande lisibilité à son appui en matière d'interventions prioritaires visant le renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale. C'est ainsi que ce plan d'action, bien que contribuant à l'amélioration de l'effet de la gouvernance démocratique, est conçu pour intégrer l'ensemble des projets ayant vocation à consolider le dialogue socio-politique, la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité et la prise en charge des facteurs potentiels de conflits locaux et nationaux.

La Guinée présente des signes d'un pays en crise qui, malgré les progrès enregistrés à l'occasion de l'élection présidentielle qui vient de se terminer en 2010, continue de vivre des moments graves et préoccupants. Cette situation globale est la conséquence d'un déficit de dialogue, de démocratie, de gouvernance administrative et de gestion macroéconomique, qui ont contribué à réduire le capital économique, humain, social et institutionnel du pays.

Parmi les nombreux défis à relever par la Guinée, figurent : i) l'extrême pauvreté des populations, ii) les dysfonctionnements des institutions étatiques, et la faiblesse de l'Etat de Droit, et de la sécurité des citoyens, iii) enfin les difficultés de construction d'un système véritablement démocratique de gestion des affaires de la nation et d'organisation de la vie politique ; iv) faire face à l'expansion des industries extractives et adopter des modes de gestion innovatrices des ressources naturelles et minières.

Ces défis sont exacerbés par plusieurs facteurs importants de conflits, à savoir : les difficultés de gestion de la transition et du processus électoral; le faible niveau d'emploi des jeunes ; l'exacerbation des tensions ethniques et régionales sur fond de compétition politique bipolarisée ; la montée de la violence politique et le recours à la violence, y compris la violence basée sur le genre; la prolifération d'armes légères et de petits calibres sur le territoire ; l'usage parfois démesuré de la force et le non respect de certains droits humains ; la compétition pour les ressources naturelles et la destruction de l'environnement, du tissu social et de la cohésion sociale.

D'une manière générale, la crise que la Guinée est en train de surmonter, et la complexité des problèmes posés, feront que, pour au moins les cinq (5) années à venir, ce pays continuera d'évoluer dans une certaine fragilité. L'analyse de la situation laisse entrevoir des incertitudes sur la capacité du pays à éventuellement entrer sans heurts, dans l'immédiat et dans le moyen terme, dans un processus démocratique apaisé favorable au développement.

Ce contexte justifie donc très amplement la décision du nouveau Gouvernement, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et son Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement (BCPR), du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) et de la communauté internationale de considérer la Guinée comme un pays prioritaire, pour l'action préventive de gestion des crises et de consolidation de la paix pour les prochaines années à venir.

Bien que les différentes interventions du PNUD et du Système des Nations Unies, combinées aux appuis du Gouvernement et de la communauté internationale durant la période de la transition, aient été pertinentes, bien ciblées et considérables en termes d'ambitions et de résultats obtenus, il

existe des défis et des besoins nouveaux de prévention de crises et de consolidation de la paix émanant de l'évolution de la situation en cours en Guinée qu'il faut rapidement prendre en compte. A cet effet, des réponses supplémentaires appropriées, à la fois structurelles et urgentes sont nécessaires. Des financements additionnels sont également indispensables en vue d'une part, de consolider tous les acquis engrangés, et d'autre part de donner à la Prévention des Conflits et à la Consolidation de la Paix (PC/CP) la dimension à la mesure des problèmes posés en Guinée pour une paix durable.

Le présent Programme (PRCPCR/CP) est une réponse aux préoccupations exprimées ci-haut et vise à : mettre en place et renforcer des capacités institutionnelles pertinentes et essentielles ; améliorer et faire la promotion de la cohésion sociale et renforcer différents processus et mécanismes de réconciliation au niveau national et local; identifier et s'attaquer aux conflits émergents avant qu'ils ne soient violents ; assurer que le Gouvernement au niveau national et local, les OSC intègrent la PC/CP dans le processus de développement ; contribuer au plaidoyer et à l'appui conseil en faveur de la PC et CP ; promouvoir l'intégration du genre dans la PC/CP en Guinée et de lutter contre les Violence Basées sur le Genre (VBG) ; et intégrer la gestion et la prévention des conflits dans la gestion des ressources naturelles.

Les objectifs spécifiques du Programme sont au nombre de quatre. Il s'agit de :

- 1) Renforcer les capacités institutionnelles nationales et promouvoir les mécanismes de dialogue et de cohésion sociale ;
- 2) Améliorer la sécurité humaine dans un Etat de droit respectueux des principes de droits de l'homme ;
- 3) Renforcer les dividendes et les fondations pour le développement et la paix au niveau local et communautaire.
- 4) Renforcer les capacités et mécanismes de gestion des catastrophes naturelles et de prévention des conflits de consolidation de la paix et de la gestion des ressources naturelles

aly
ADB

Le ProRCP d'une durée de trois (3) ans (2011-2013), sera exécuté selon la modalité DEX avec la collaboration étroite de l'ensemble des acteurs institutionnels, stratégiques, étatiques, ainsi qu'avec celle des Partenaires au Développement, des projets PNUD opérant déjà sur le terrain, des ONG et de la société civile.

II. Stratégie d'intervention :

Le programme de consolidation de la paix étant à sa première année, bon nombre de résultats attendus ne seront visibles que dans les PTA 2012 et 2013. Toutefois, les jalons nécessaires à l'atteinte des résultats seront déjà posés durant cette première année, en synergie avec les programmes intégrés de prévention des conflits et de consolidation de la paix du PNUD Guinée. Notamment par la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution du programme.

Les activités du présent Plan de Travail Annuel seront exécutées sur base des partenariats avec la société civile, notamment les partenaires d'exécution des projets de consolidation de paix qui sont en cours depuis 2008. Les activités du PTA 2011 seront étroitement articulées avec les acquis en matière de dialogue, de sensibilisation, de formation et des études menées durant la transition. A cet égard, plusieurs activités entamées en 2010 seront consolidées en vue d'une pérennisation au niveau des institutions et de la société civile guinéenne.

En outre des actions de mobilisation de ressources seront menées pour permettre le démarrage rapide de certaines activités stratégiques dont notamment la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité, la promotion du genre, et la réduction des risques de catastrophes naturelles. Ces activités spécifiques font présentement l'objet de projets qui sont en finalisation avec le gouvernement.

Le suivi permanent des activités se fera par les ministères en charge des différentes thématiques, les comités de suivi, les comités de pilotage et l'organisation de deux revues annuelles avec l'ensemble des partenaires.

III. Arrangements de gestion

- **Modalité d'exécution :** Le programme et le PTA sont en modalité d'Exécution Directe (DEX) par le PNUD ;
- **Signature de projets spécifiques :** En plus des cinq projets déjà en cours, des documents de projets spécifiques à chacune des composantes du programme seront signés avec le Gouvernement (exemple : réforme de la justice et du secteur sécuritaire). Ces projets spécifiques feront l'objet d'une mobilisation de ressources et d'accords entre le PNUD et les différents partenaires désireux de contribuer à l'appui du projet.
- **Bénéficiaires nationaux du programme et du PTA :** Les départements bénéficiaires du programme (Institutions républicaines, différents ministères du Gouvernement, et les autres bénéficiaires du projet partis politiques, société civile) sont appuyés par le PNUD dans l'élaboration de leurs plans d'activités opérationnels.

aly
A 03

Approuvé au nom de

Signature

Date

Nom/Titre

Gouvernement :

El Moustapha Koutoubou Sano
Ministre de la Coopération et de
l'Intégration Africaine

PNUD

M. Adama Coulibaly
Directeur Pays



Période couverte par le Projet: 2011-2013

Composante du Programme : Appui à la gouvernance démocratique et renforcement des capacités

Titre du projet : Programme de Renforcement des Capacités de Prévention des Conflits et de Consolidation de la Paix

Code du projet :

Durée du projet : 28mois (Juillet 2011- juillet 2013)

Modalité d'exécution : Exécution Directe (DEX)

Budget estimatif 2001 (en \$ US): 14 188 000 USD

Sources : PNUD/BCPR, PBF, et partenaires au développement

Ressources disponibles: 2 837 000 USD

- BCPR
- Gouvernement (en natures) : ressources humaines

Partie du budget du PTA non financée : 11 311 000 USD

aly
AD.B

awf
AGB

PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS	ACTIVITES PLANIFIEES					PARTIE RESPONSABLE			BUDGET PLANIFIE					
						CADRE			Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)		
						1erT	2eT	3eT					4eT	
<p>Priorité nationale : Consolidation de l'Unité Nationale et Préservation de la paix pour des élections apaisées et un bon déroulement de la transition et création d'un environnement sécurisé pour le Effet UNDAF : D'ici à 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'institutions consensuelles axées sur les résultats</p>														
<p>Stratégie de partenariat: Le projet DEX sera exécuté en partenariat avec les OSC et ONG. Autres partenaires : Autorités nationales et locales et l'intérieur du pays et dans la capitale, partis politiques, personnes ressources. Mécanismes de suivi : réunions mensuelles des partenaires réunis au sein du Comité de pilotage rattaché au mécanisme de suivi évaluation des actions de consolidation de la paix en cours d'élaboration par l'UNCT et la Primature.</p>														
<p>PRODUIT 1 : Les structures et institutions de prévention et de résolution des conflits à l'échelle nationale sont mises en place et fonctionnelles</p> <p>Indicateur.: Nombre de militants et dirigeants en médiation et consensus building formés</p> <p>-Nombre d'équipements mis à la disposition des militants et dirigeants Cadre de Concertation Nationale pour la paix mis en place et opérationnel -Nombre de femmes ayant effectivement participé à ces mécanismes - Staff recruté et travaillant à l'exécution du programme</p>	<p>1.1.4 Renforcement du dialogue et du consensus entre les partis politiques au delà des clivages ethniques à travers l'appui institutionnel aux plateformes politiques de consensus ; la formation des militants et dirigeants en médiation et consensus building ; le soutien technique, financier et logistique aux futures initiatives spécifiques de PC et de CP qui seront menées</p> <p>1.1.5 Mise en place et fonctionnement d'un Cadre de Concertation Nationale pour la paix</p> <p>1.2.6 Appui à la participation des femmes aux mécanismes de coordination de consolidation de la paix et de relèvement</p> <p>1.3.1. Appui aux institutions nationales en faveur du plaidoyer pour la paix durable (inscription de la Guinée auprès du PBC) et à leurs efforts de mobilisation de ressources dans cette optique</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD/BC PR	72100 contractual service company	100 000,00
	<p>1.1.4 Renforcement du dialogue et du consensus entre les partis politiques au delà des clivages ethniques à travers l'appui institutionnel aux plateformes politiques de consensus ; la formation des militants et dirigeants en médiation et consensus building ; le soutien technique, financier et logistique aux futures initiatives spécifiques de PC et de CP qui seront menées</p> <p>1.1.5 Mise en place et fonctionnement d'un Cadre de Concertation Nationale pour la paix</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD/BC PR	72100 contractual service	50 000,00
	<p>1.2.6 Appui à la participation des femmes aux mécanismes de coordination de consolidation de la paix et de relèvement</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD/BC PR	72100 contractual	150 000,00
	<p>1.3.1. Appui aux institutions nationales en faveur du plaidoyer pour la paix durable (inscription de la Guinée auprès du PBC) et à leurs efforts de mobilisation de ressources dans cette optique</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD/BC PR	72100 contractual service company	20 000,00
	<p>1.3.8. Recrutement d'un Conseiller en Prévention des Crises et Consolidation de la Paix - (P5)</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD/BC PR	71100 Contrat service.	328 000,00
	<p>1.4.2. Organisation d'un forum national de formulation d'un Programme National de Réconciliation (prise en charge des participants nationaux, internationaux, billets d'avion, logistique, rapporteurs, communication)</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD/BC PR	72100 contractual service	100 000,00
<p>PRODUIT 2 : Les fondations pour la prévention et la gestion des conflits sont renforcées aux niveaux local et communautaire</p>	<p>2.1.7. Renforcement des activités de dialogue, de cohésion sociale et de médiation intra et intercommunautaire pour les élections législatives et locales</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD	72100 Contrat service.	150 000,00
	<p>2.1.7. Renforcement des activités de dialogue, de cohésion sociale et de médiation intra et intercommunautaire pour les élections législatives et locales</p>					X	X	X	X	X	26921	PNUD	72100 Contrat service.	150 000,00

Indicateurs: -Nombre d'activités mises en œuvre et nombre de participants - Rapports d'analyses effectués par les réseaux de femmes disponibles- Appui technique disponible-	2.2.1. Mapping et analyse des systèmes de leadership des femmes dans les communautés	X	X	X	UNFPA	26921	PNUD/BC PR	72100 Contrat service.	20 000,00
	2.2.3. Appui aux réseaux des femmes pour le développement d'une analyse des conflits locaux et des interventions pour prévenir ou mitiger les conflits et les risques	X	X	X	WANEPC/COCPAI X/REFMAP	26921	PNUD/BC PR	72100 Contrat service.	50 000,00
	3.1.1. Appui (Conseiller en RSS – PS) à la formulation et à l'exécution d'un plan d'action national en matière de Réforme du Secteur de la Sécurité (2011-2015),	X	X	X	Comités techniques, Ministère de la Défense, Ministère de l'Intérieur, PNG, Parlement, société civile, PNUD, UNOWA, partenaires techniques et financiers	26921	PNUD/BC PR		328 000,00
PRODUIT 3 : Les institutions judiciaires et sécuritaires opèrent dans un cadre juridique et institutionnel conforme aux standards internationaux et sous contrôle civil et démocratique favorisant la protection physique et juridiques des populations	3.1.2. Sur la base du plan d'action national, formuler un programme pluriannuel et multipartenaires d'appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité	X	X	X	Comité technique, PNUD, UNOWA, CEDEAO, partenaires techniques et financiers	26921	PNUD/BC PR		50 000,00

ay
10/03

Indicateurs: Un programme pluriannuel et multipartenaires d'appui à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité est développé et approuvé par le Gouvernement et les PTF
 -Un plan d'action pour la réforme du secteur de sécurité est développé et mis en œuvre par le Gouvernement- Amélioration des services de base de la PNG et renforcement de la confiance entre

3.1.3. Formation de l'encadrement militaire et policier à la planification stratégique, la programmation et la budgétisation	X	X	X	X	PNUD, Gouvernement, CEDEAO, UNOWA, Partenaires techniques et financiers	26921	PNUD/BC PR		80 000,00
3.1.4. Appui technique pour le renforcement du cadre juridique et institutionnel du secteur de la sécurité, notamment en matière de contrôle civil et démocratique des forces de défense et de sécurité.	X	X	X	X	Gvt, Parlement, PNUD, CEDEAO, UNOWA, Partenaires techniques et financiers	26921	PNUD/BC PR	72100	100 000,00
3.1.5. Appui technique et opérationnel pour le pilotage du concept de police de proximité dans 2 zones géographiques en coopération avec le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM)	X	X	X	X	Police Nationale Guinéenne, Administration locale et territoriale, Organisations de la société civile, Service de Police de La Ville de Montréal, France	26921	PNUD/BC PR	72100	250 000,00
3.2.1. Appui technique (Conseiller Justice – P4) pour le développement et la mise en œuvre d'une politique nationale en matière de justice de proximité	X	X	X	X		26921	PNUD/BC PR		300 000,00
3.3.15 : Sensibilisation et formations des communautés et des autorités locales sur la PC	X	X	X	X	WANEF ACORD, COCPAIX,	26921	PNUD/BC PR		75 000,00
3.3.16 : Mise en place de structures locales de PC/CP dans toutes les préfectures et communes particulièrement sensibles	X	X	X	X	COCPAIX, WANEF ACORD, REFMAP, Projets	26921	PNUD/BC PR		150 000,00
3.4.1. Appui technique (Coordinateur/trice de projet – P4) à l'exécution du programme conjoint des Nations Unies en matière de lutte contre les violences sexuelles	X	X	X	X	COCPAIX, WANEF ACORD, REFMAP, Projets PNUD	26921	PNUD/BC PR		150 000,00

me
 P4

	3.4.3. La protection des victimes et leur meilleur intérêt sont garantis à travers la référence aux juridictions appropriées par les chefs coutumier et religieux	X	X	X	Min. de la Justice, Autorités communautaires et religieuses, PNUD	26921	PNUD/BC PR		40 000,00
	3.4.4. Une assistance juridique et judiciaire est disponible pour les survivants des violences basées sur le genre ; La stigmatisation des survivantes est réduite ; Les victimes des violences sexuelles sont indemnisées	X	X	X		26921	PNUD/BC PR		146 000,00
PRODUIT 4 : Les facteurs de conflits liés à la gestion des ressources naturelles sont atténués et les risques de catastrophes naturelles mieux gérés	4.2.3. Mise en place d'un système national de gestion des risques	X	X	X	Ministère de l'environnement, Ministère de la protection civile, ONG du réseau COPIA, communautés locales	26921	PNUD/BC PR		100 000,00
Indicateur :- Proportion des femmes parmi les personnes formées et participant aux activités de réduction des risques de désastre- Nombre de personnes formées au niveau national et local- Système national de gestion du risque disponible	4.2.4. Développement d'un processus d'information sur les désastres et de formation au niveau national et local.	X	X	X	Ministère de l'environnement, ONG du réseau COPIA, Ministère de la protection civile, communautés locales	26921	PNUD/BC PR		50 000,00
	4.2.5. Renforcement de la participation des femmes dans la réduction des risques de désastre	X	X	X	Ministère de la promotion féminine, ministère	26921	PNUD/BC PR		50 000,00
									2 837 000

08-juin-11

aly
ADD